



Déclaration de l'UNSA-Education

au CTSD du 26 novembre 2015

Madame la Directrice Académique,

Le 13 novembre, le temps s'est suspendu devant l'horreur et l'effroi des attentats qui ont, en quelques instants, pulvérisé des vies innocentes. Des centaines d'anonymes, tués ou blessés sous les tirs de kamikazes déterminés, nourris d'une idéologie de haine, totalitaire et morbide. Ce carnage est un traumatisme profond et durable pour tous les citoyens et un nouveau choc pour la communauté internationale.

Finies les attaques ciblées de la communauté juive ou de caricaturistes comme en janvier dernier. C'est désormais une terreur aveugle qui frappe. En générant la peur, les terroristes veulent faire voler en éclat la République Française, démocratique et laïque, en raison des valeurs qu'elle incarne et défend.

Dans de telles circonstances chacun est appelé à assumer ses responsabilités, à dépasser sa peur, à apaiser sa colère, à rejeter la haine et à mettre sous le boisseau les propos partisans et électoralistes. Jouer sur les peurs et la stigmatisation est un jeu dangereux. Dans de tels moments, la Nation a besoin d'unité, de courage et de détermination.

La religion n'est pas le fanatisme. La diversité culturelle comme la diversité culturelle ne sont pas la menace. Nous pouvons et nous voulons, en France, vivre ensemble dans notre diversité. Chacun de nous, dans ses fonctions, dans sa vie est devant l'obligation de tout mettre en œuvre pour solidifier l'unité de notre pays autour des valeurs inaliénables qui le fondent : Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité.

Revenons à l'ordre du jour de ce CTSD.

Concernant le 1er degré, l'Unsa Education souhaiterait que les critères qui ont été retenus pour établir la nouvelle carte de l'éducation prioritaire évoluent à l'avenir.

Ainsi, les critères socio économiques devraient réellement correspondre non pas à un secteur purement géographique autour des écoles et des établissements mais bien à ceux de la population scolaire réellement accueillie.

Pour cela, il faudra sans doute accepter que Base Elève évolue et soit renseignée par des indicateurs sociaux...

Sur le nombre de postes et notamment les 29 créations de brigades de remplacement, s'ils ne sont pas tous pourvus aujourd'hui, nous demandons qu'ils soient utilisés sur le terrain pour soulager (notamment en moyens provisoires) les écoles dont les effectifs moyens par classe sont les plus chargés. Le recrutement de personnels s'impose à notre département.

Les dispositifs « plus de maîtres que de classes » et « accueil de moins de 3 ans » entrent dans la 3ème année de mise en œuvre. Même si ce n'est pas le sujet du jour, nous souhaitons voir perdurer les implantations là où elles existent mais aussi voir se multiplier ces moyens dans l'élaboration de la prochaine carte scolaire.

Nous constatons à cette rentrée que le prévisionnel en ULIS collège n'est pas atteint alors que des élèves (une cinquantaine) ayant une notification de la MDPH n'ont pu intégrer un dispositif ULIS. Comment expliquer cela aux familles et aux équipes pédagogiques ? Ces élèves se retrouvent inscrits en milieu ordinaire, sans prise en charge spécifique.

Concernant les AESH, l'Unsa Education dénonce le manque de recrutements, la précarisation de ces personnels.

L'Unsa Éducation tient à réaffirmer dans cette instance son attachement aux Formations Qualifiantes. Ces classes permettent aux élèves les plus fragiles, les plus en difficulté, d'accéder à un niveau V de qualification (le CAP). Madame la Directrice Académique, vous allez nous dire que la circulaire ministérielle recommande les formations de niveau V en Lycée Professionnel. Certes, mais une recommandation n'est pas une injonction. Ces élèves ont le droit d'être pris en charge avec bienveillance, en petits groupes et encadrés avec une équipe pédagogique composée d'enseignants spécialisés, de PLC, de PLP. Le rouleau compresseur est en marche et aucun argument ne semble pouvoir l'arrêter, pourtant déjà à cette rentrée des élèves de FQ attendus en CAP en LP sont absents à l'appel. Nous vous posons la question : doit-on continuer à détruire ce qui apporte des résultats pour ces élèves ?